

Fiche de lecture

Marchés du travail urbains en Afrique

Un nouvel ouvrage, édité par Philippe De Vreyer et François Roubaud¹

Bien que l'emploi soit la principale source de revenu à la disposition des pauvres pour vivre, les connaissances sur le fonctionnement des marchés du travail en Afrique, pourtant des régions les plus pauvres du monde, sont au mieux lacunaires, véhiculant nombre d'idées reçues.

Dans ce livre collectif, les auteurs mobilisent une série unique d'enquêtes 1-2-3 parfaitement comparables, réalisées simultanément dans les principales agglomérations de 7 pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que dans quelques autres pays du continent (Cameroun, Madagascar, République Démocratique du Congo) dans les années 2000. Ils présentent des résultats originaux et novateurs sur le fonctionnement du marché du travail en faisant appel à des méthodes statistiques et économétriques en ligne avec les meilleures pratiques en vigueur. Dans la mesure où les informations de base sur les marchés du travail sont limitées, chaque chapitre commence par une présentation détaillée des statistiques descriptives apportant un éclairage sur un aspect spécifique du fonctionnement du marché du travail. Des comparaisons spatiales sont systématiquement conduites. Les sections descriptives sont suivies d'analyses approfondies

sur un large spectre de thématiques allant de la segmentation à la satisfaction dans l'emploi.

Cet ouvrage est divisé en quatre parties et treize chapitres thématiques. Après une introduction générale et un premier chapitre présentant les principaux faits stylisés qui caractérisent les marchés du travail urbains en Afrique, la première partie aborde les aspects structurels du marché du travail comme le chômage et le sous-emploi, les rendements de l'éducation et la segmentation. Dans la deuxième partie, l'attention est portée sur la question migratoire, sous différents angles. En particulier, les déterminants de la migration sous-régionale (Afrique de l'Ouest) sont traités pour la première fois, ainsi que les performances des migrants de retour sur le marché du travail. Les questions de bien-être sont étudiées dans la troisième partie, qui examine le travail après la retraite, les activités domestiques, le travail des enfants, la satisfaction dans l'emploi et la vulnérabilité, dans cinq chapitres différents. Finalement, la dernière partie s'intéresse à la mobilité sociale et professionnelle ainsi qu'aux discriminations ethniques et de genre.

Sommaire

Introduction
Chapitre 1 : Faits stylisés

Partie I : Aspects structurels
Chapitre 2 : Chômage et sous-emploi
Chapitre 3 : Education, insertion et performances
Chapitre 4 : Marchés urbains du travail et segmentation

Partie II: Migration
Chapitre 5 : Migration internationale en Afrique de l'Ouest
Chapitre 6 : Migration de retour

Partie III : Bien-être et emploi
Chapitre 7 : Travailler après la retraite
Chapitre 8 : Activités domestiques
Chapitre 9 : Travail des enfants
Chapitre 10 : Satisfaction dans l'emploi
Chapitre 11 : Vulnérabilité et rémunérations

Partie IV : Mobilité sociale et discrimination
Chapitre 12 : mobilité intergénérationnelle
Chapitre 13 : Discrimination

Conclusion générale

¹ P. De Vreyer : Université de Paris Dauphine, DIAL, devreyer@dial.prd.fr; F. Roubaud : IRD, DIAL, roubaud@dial.prd.fr.

Chapitre 1 : Marchés urbains du travail : principaux faits stylisés

François Roubaud et Constance Torelli

Ce premier chapitre propose un tour d'horizon des principales caractéristiques des marchés du travail urbains et de la main-d'œuvre qui y est employée. L'analyse descriptive de plus d'une dizaine d'enquêtes 1-2-3 réalisées sur le continent au cours de la décennie en cours permet d'établir un certain nombre de faits stylisés robustes quant aux spécificités africaines. Nous balayons un spectre large d'indicateurs comme le niveau d'éducation et lien formation-emploi, le chômage et le sous-emploi, la répartition et les propriétés des emplois par secteur institutionnel, notamment le secteur informel, la qualité des emplois (revenus, protection sociale), la pluri-activité, etc., en pointant les grandes questions qui se font jour et qui sont ensuite étudiées en détail dans les chapitres suivants de l'ouvrage.

Chapitre 2 : Chômage et sous-emploi

Javier Herrera et Sébastien Merceron

Les faibles niveaux du chômage en Afrique subsaharienne s'opposent frontalement avec l'importance qu'il revêt dans le débat public et les perceptions de la population. Cet écart est principalement dû aux insuffisances des indicateurs traditionnels de chômage à prendre en compte les spécificités des marchés du travail africains. L'indicateur de sous-emploi visible, basé sur le nombre d'heures travaillées, ne réussit pas non plus à saisir toutes les dimensions de la sous-utilisation de la force travail ; en particulier celles qui sont liées au désajustement entre les qualifications de la main-d'œuvre d'une part et celles requises par les emplois existants. Il n'existe cependant pas de travaux empiriques sur cette question en Afrique. Quel est le poids réel de la sur (sous) éducation en Afrique ? Quelles sont ses conséquences sur les revenus ? Différentes mesures de la qualité des emplois sont élaborées et leur effet sur la rémunération du travail sont testés. Cette analyse parfaitement comparable des indicateurs de sur (sous) éducation permet non seulement d'en estimer l'importance mais également de dresser un profil des travailleurs sur (sous) éduqués dans chaque pays. Enfin, nous estimons des équations « mincériennes » de gains afin de mesurer l'impact de la sur (sous) éducation sur les revenus horaires.

Chapitre 3 : Education, insertion et performance sur le marché du travail

Mathias Kuépié, Christophe J. Nordman et François Roubaud

L'objectif de ce chapitre est d'étudier les effets de l'éducation sur la participation au marché du travail et les revenus. Les résultats mettent en évidence que bien que l'éducation ne soit pas un viatique pour éviter le chômage, elle permet d'obtenir de meilleures rémunérations et d'accéder aux segments les plus profitables des secteurs publics et privé formel. Dans la plupart des métropoles d'Afrique de l'Ouest, le secteur public valorise le mieux l'éducation, suivi du secteur privé formel puis du secteur informel. Nous montrons également que dans toutes les villes et tous les secteurs institutionnels (y compris le secteur informel), les rendements de l'éducation sont convexes. Plus généralement, un des apports essentiels de ce chapitre est de mettre en lumière l'effet significatif de l'éducation sur les revenus individuels dans le secteur informel des villes de la région, même pour les plus diplômés.

Chapitre 4 : Marché du travail urbain et segmentation

Muriel Barlet

Ce chapitre se propose de tester l'hypothèse de segmentation entre secteurs formel et informel dans les sept capitales des pays de l'UEMOA. Le modèle permet d'affecter les actifs au secteur qui leur procure la meilleure rémunération. Il est alors possible de statuer sur la segmentation, en comparant la distribution sectorielle prédite avec celle effectivement observée. Le principal apport de ce chapitre est de désagréger le secteur informel en deux segments : d'un côté, les patrons du secteur informel, les mieux lotis, et de l'autre, les travailleurs à leur propre compte ainsi que les travailleurs dépendants qui constituent la tranche inférieure. Dans presque tous les pays, nous montrons que le volume d'emploi dans le segment inférieur est plus élevé que ce qui serait observé en situation de marché concurrentiel. Partant, nous concluons à la segmentation des marchés du travail. Cependant, on ne peut statuer clairement quant au rationnement des emplois dans le secteur formel, dans la mesure où la segmentation ne résulte pas seulement du secteur formel mais également du segment supérieur du secteur informel.

Chapitre 5 : Migration internationale

Philippe De Vreyer, Flore Gubert et François Roubaud

Ce chapitre utilise la comparabilité et la simultanéité des *enquêtes 1-2-3* pour étudier les migrants de la zone UEMOA dans leur pays de migration par rapport à la situation en vigueur sur le marché du travail dans leur pays d'origine. Ces données sont d'abord mobilisées pour documenter l'intensité, les flux et les caractéristiques des migrations intra-régionales, et ensuite estimer les déterminants des comportements migratoires en tenant compte de l'endogénéité des choix migratoires. Enfin, nous estimons un modèle structurel mesurant l'impact des différentiels de revenus espérés sur la probabilité de migrer dans un pays plutôt qu'un autre. Nos résultats montrent que la Côte d'Ivoire reste le principal pays d'immigration de la sous-région. Le Mali et le Burkina Faso ont été (et sont toujours) les premiers pays d'émigration, notamment en direction de la Côte d'Ivoire. Le Bénin et le Togo, en revanche, combinent à la fois émigration et immigration. En termes de caractéristiques, nous observons que les migrants tendent à être moins éduqués que les non migrants aussi bien dans leur pays d'origine que de destination. Ils exercent plus souvent que les natifs dans le secteur informel et perçoivent de plus faibles rémunérations. Les résultats économétriques suggèrent que ne pas prendre en compte les migrations internationales dans l'estimation des rendements de l'éducation surestime ces rendements dans trois des sept villes, tandis qu'ils seraient sous-estimés dans deux autres métropoles. Cependant, les disparités de rendement de l'éducation entre les capitales ne disparaissent pas, ce qui conduit à penser que des facteurs non monétaires non mesurables jouent un rôle important dans les choix migratoires selon le niveau d'éducation. Enfin, les écarts de revenus espérés ont un impact significatif sur les choix de localisation migratoire : toutes choses égales par ailleurs, les individus tendent à migrer dans les pays qui leur procurent les niveaux de revenus espérés les plus élevés.

Chapitre 6 : Migration de retour

Philippe De Vreyer, Flore Gubert et Anne-Sophie Robilliard

Alors que les migrations liées à l'emploi ont focalisé l'attention des chercheurs, faisant l'objet d'une vaste littérature sur leurs conséquences en termes de bien-être, d'utilisation et d'impact des transferts associés, les déterminants et l'impact des migrations de retour ont fait l'objet d'un nombre

limité de recherches. Cette situation est d'autant plus étonnante qu'une part importante des migrants revient sur son lieu d'origine à un moment ou un autre du cycle de vie, donnant aux migrations un caractère temporaire. Même si les données existantes couvrent mal ce phénomène en Afrique de l'Ouest, la migration est considérée comme essentiellement temporaire. C'est non seulement le cas des migrations sous-régionales, mais également des migrations internes et internationales, même si dans ce dernier cas, les politiques restrictives en Europe ont accru la durée des séjours. En conséquence, on enregistre un flux significatif de migrations de retour d'Europe vers l'Afrique de l'Ouest. Les travaux empiriques sur la relation entre migration de retour et développement sont encore trop parcellaires et contradictoires pour tirer des conclusions claires et formuler des politiques publiques à son égard. En particulier, les effets économiques des migrations de retour sont censés varier fortement en fonction de plusieurs facteurs critiques, comme l'ampleur des migrations, les caractéristiques, le degré et le type de sélection des migrants, les raisons du retour et la situation qui prévaut dans le pays d'origine. Ce chapitre étudie les migrations de retour au niveau individuel. Son objectif est de répondre aux questions suivantes : le capital et les compétences acquis à l'étranger sont-ils mobilisés de façon productive une fois de retour ? Les migrations de retour peuvent-elles être considérées comme des « succès » ou des « échecs » ? Comment les migrants de retour se comparent-ils par rapport aux non migrants dans leur pays d'origine ? Nos résultats suggèrent que les migrants de retour des pays de l'OCDE diffèrent de plusieurs manières, non seulement des non migrants mais également des migrants de retour des pays de l'UEMOA. Ces derniers sont en effet deux fois moins éduqués que les premiers. Les caractéristiques individuelles plus favorables induisent une meilleure insertion des migrants de retour des pays de l'OCDE sur le marché du travail, tant du point de vue de la participation, du statut d'occupation que des salaires. Les analyses économétriques plus fines indiquent par ailleurs que les migrants OCDE bénéficient d'une prime de productivité, tant dans l'emploi salarié que non salarié. Celle-ci qui pourrait être liée la rémunération de facteurs productifs spécifiques accumulés pendant la migration. Ce n'est en revanche pas le cas des migrants de retour des pays de l'UEMOA qui ne diffèrent en rien des non migrants du point de vue de leurs caractéristiques observables et qui ne semblent pas bénéficier de prime sur le marché du travail lié à leur expérience migration.

Chapitre 7 : Travail après la retraite

Philippe Antoine

Jusqu'à présent l'âge de 55 ans marquait l'âge de la retraite dans la plupart des capitales africaines francophones d'Afrique de l'Ouest. Cependant seules les personnes ayant exercé une activité dans les entreprises privées du secteur moderne de l'économie ou dans l'administration pouvaient bénéficier d'une pension de retraite. La présence des personnes âgées au travail est une question qui occupe actuellement la scène sociale en Afrique de l'Ouest et le passage à un âge plus tardif de la retraite, à 60 ans, est une des revendications majeures des syndicats de la sous-région. L'analyse des données fait apparaître que les hommes sont toujours comparativement plus nombreux à travailler dans la tranche d'âge 55-59 ans (plus de 60 % sont toujours sur le marché du travail). Au-delà de 60 ans, une proportion importante continue à travailler. A mesure qu'ils vieillissent, les "seniors" sont de plus en plus confinés dans le secteur informel. En Afrique de l'Ouest, les pensions servies sont relativement modestes. Elles sont insuffisantes pour couvrir les dépenses des ménages, l'entretien des personnes âgées représentant un poids important pour les familles.

Chapitre 8 : Travail Domestique

Javier Herrera et Constance Torelli

En dépit du processus en cours de transition démographique dans la plupart des pays africains, la participation des femmes au marché du travail reste encore relativement faible. La baisse des ratios de dépendance est étroitement liée à de meilleurs revenus et à une incidence plus faible de la pauvreté. Une des clefs pour comprendre la faiblesse des taux d'activité féminins doit être cherchée dans l'analyse des déterminants de l'allocation entre travail domestique et emploi. Dans ce chapitre, un bilan est tiré de l'importance et du profil du travail domestique relativement au travail marchand. Un modèle simple d'allocation du temps prenant en compte les caractéristiques socio-économiques des ménages (religion, statut migratoire, éducation, etc.) ainsi que les caractéristiques démographiques, en contrôlant les effets spécifiques pays permet de mieux comprendre l'arbitrage entre les deux formes d'activité.

Chapitre 9 : Travail des enfants

Philippe De Vreyer, Flore Gubert et Nelly Rakoto-Tiana

Ce chapitre cherche à identifier les facteurs qui influencent la répartition du temps entre l'emploi, les travaux ménagers et la scolarisation des enfants de 10 à 14 ans. A cette fin, un modèle probit trivarié est estimé par la méthode du maximum de vraisemblance, dans lequel les décisions de participer à chacune des trois activités sont simulées en fonction des caractéristiques de l'enfant (âge, sexe, lien de parenté avec le chef de ménage, rang dans la fratrie, religion, etc.) et du ménage (niveau de richesse, taille et composition démographique, insertion sur le marché du travail, etc.). En premier lieu, les résultats montrent que traiter séparément emplois et activités domestiques est légitime, dans la mesure où les déterminants de ces deux types d'activité sont significativement différents. A titre d'illustration, les enfants tendent d'autant plus à exercer un emploi que le chef de ménage est un travailleur à son propre compte, mais que cette variable ne joue aucun rôle sur la participation aux travaux domestiques. En second lieu, les garçons sont moins sollicités que les filles pour les activités domestiques mais plus pour l'emploi dans trois des sept pays. Enfin, la tension principale entre ces trois types d'allocation du temps oppose emploi et scolarisation.

Chapitre 10 : Satisfaction dans l'emploi

Mireille Razafindrakoto et François Roubaud

Ce chapitre vise à analyser la satisfaction exprimée par les individus concernant leur travail dans huit pays d'Afrique sub-saharienne. La démarche est novatrice dans la mesure où, d'une part, aucune étude de ce type n'a été menée à ce jour dans ces pays, d'autre part, l'approche adoptée se propose d'isoler l'influence des aspirations et d'identifier les effets spécifiques de différentes caractéristiques objectives de l'emploi sur la satisfaction. Contrairement aux conclusions avancées dans un certain nombre d'études, nos résultats confirment que la satisfaction constitue un bon indicateur pour évaluer la qualité de l'emploi. En effet, la satisfaction donne une évaluation de l'adéquation de l'emploi relativement aux aspirations individuelles et permet ainsi de mesurer le désajustement entre les attentes et les réalisations dans l'insertion des individus sur le marché du travail. Par ailleurs, en contrôlant l'effet des aspirations, la satisfaction est corrélée avec les différentes caractéristiques de l'emploi. Nous montrons que même dans les pays pauvres, le

revenu joue mais n'explique qu'en partie la satisfaction. Enfin, les résultats différenciés selon les pays mettent en évidence la variabilité des conditions sur le marché du travail (et des caractéristiques qui permettent véritablement de les saisir). Ainsi, un emploi ou un statut donné peut être valorisé différemment selon le contexte en vigueur dans chaque pays.

Chapitre 11 : Vulnérabilité et revenus

Philippe Bocquier, Christophe J. Nordman et Aude Vescovo

Dans ce chapitre, nous construisons des indicateurs de la vulnérabilité au travail et étudions leurs liens avec les revenus individuels de l'activité principale. Selon la théorie des salaires compensatoires, les travailleurs pourraient recevoir des compensations pécuniaires à hauteur de la pénibilité de leur tâche ou de leurs conditions de travail. Notre interprétation du lien entre le statut dans l'emploi et le revenu s'inspire de ces développements, en les appliquant non seulement aux conditions de travail proprement dites, mais plus largement à la vulnérabilité dans l'emploi (précarité contractuelle, conditions d'exercice, sous-emploi, emploi de secours inadapté aux caractéristiques individuelles). Notre indicateur composite de la vulnérabilité dans l'emploi révèle que 85% des travailleurs des secteurs privés de l'ensemble des capitales économiques étudiées sont vulnérables selon au moins un de nos critères de vulnérabilité (sur huit critères). L'effet moyen de la vulnérabilité sur les gains est généralement négatif pour un niveau moyen de vulnérabilité. Dans le secteur privé formel, les pertes de revenu causées par la vulnérabilité diminuent pour des hauts niveaux de vulnérabilité, mais ne se transforment pas en gains. Dans le secteur informel en revanche, le revenu prédit moyen pour une vulnérabilité élevée est supérieur à ce revenu pour une vulnérabilité faible. L'hypothèse que les gains moyens peuvent compenser un certain niveau de vulnérabilité est ainsi vérifiée dans le secteur informel. Des régressions de quantiles mettent en évidence que l'impact de la vulnérabilité sur les gains n'est pas uniforme, en particulier dans le secteur informel où l'effet marginal de la vulnérabilité est souvent positif pour les déciles supérieurs de la distribution conditionnelle des gains. Ainsi, même pour des niveaux moyens de vulnérabilité, la compensation salariale existe pour les travailleurs dépendants du haut de la distribution, probablement grâce à leur pouvoir de négociation supérieur. De même, un travailleur indépendant du haut de la distribution des gains pourrait réaliser plus sereinement des arbitrages entre conditions d'emploi et gains.

Finalement, nous montrons que les différents aspects de la vulnérabilité ont des impacts distincts sur les revenus. Alors que la précarité contractuelle et le caractère ambulatoire et solitaire de l'emploi ne sont pas compensés, le sous-emploi visible a généralement un effet positif sur les gains moyens des travailleurs de ces grandes villes ouest-africaines.

Chapitre 12 : Mobilité inter-générationnelle

Laure Pasquier-Doumer

Les revenus du travail étant la principale source de revenu dans les PED, les inégalités sur le marché du travail contribuent au premier chef aux inégalités globales. Ce chapitre cherche à comprendre comment l'origine sociale influe sur le type d'insertion professionnelle. Il vise à répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure l'insertion actuelle d'un individu est conditionnée par celle de son père et qu'est-ce qui explique les différences observées entre pays ? La position du père joue-t-elle directement sur celle de ses enfants à travers la transmission de capitaux (physiques, sociaux ou informationnels), au cours de leur carrière ? Ou le lien est-il indirect, en conditionnant le niveau d'éducation atteint, qui lui-même détermine l'insertion sur le marché du travail ? Suivant que la relation est directe ou indirecte, les conséquences en matière de politiques économiques seront très différentes. Dans le premier cas, c'est l'amélioration du fonctionnement du marché du travail qu'il convient de privilégier pour réduire l'inégalité des chances ; dans le second, ce sont les politiques éducatives qui doivent être promues en priorité.

Chapitre 13 : Discriminations ethniques et de genre

Anne-Sophie Robilliard, Christophe J. Nordman et François Roubaud

Dans ce chapitre, nous analysons le poids et les déterminants des différentiels de rémunérations entre genre et groupes ethniques. Cette question soulève un certain nombre de questions méthodologiques que nous tentons de traiter en détail, notamment en tenant compte des différences de composition ethnique et de genre entre les secteurs public, privé formel et informel qui sont susceptibles de jouer sur les écarts de revenus. Les résultats mettent en évidence l'existence d'un déficit systématique de rémunération pour les femmes, les caractéristiques des emplois expliquant moins de la moitié de ces écarts. A contrario, les groupes ethniques majoritaires ne semblent pas

bénéficier d'une situation avantageuse et les écarts de revenus suivant le groupe ethnique sont relativement faibles par rapport à ceux que l'on observe suivant le genre. Quel que soit le signe de ce différentiel (positif ou négatif), la contribution expliquée par les caractéristiques observées de l'emploi varie très sensiblement d'une ville à l'autre. Les estimations montrent qu'une grande partie de l'écart de revenu selon le genre provient de l'allocation sectorielle, et que cette dernière est

toujours défavorable aux femmes. En revanche, dans le cas des écarts suivant le groupe ethnique, la distribution par secteur institutionnel joue parfois de façon positive dans le sens d'une réduction des écarts. Finalement, une désagrégation plus fine des groupes ethniques, au-delà de la partition majoritaire/minoritaire, confirme que l'entrée ethnique est systématiquement moins significative sur les revenus du travail que le genre.